

Commission Jospin

« Un nouveau souffle pour notre démocratie »



Le président de la République François Hollande a reçu lundi matin, Harlem Désir, Premier secrétaire du PS, François Rebsamen, président du groupe socialiste au Sénat, et Bruno Le Roux, président du groupe à l'Assemblée nationale, pour discuter de l'application des mesures du rapport Jospin sur la modernisation de la vie politique.



L'AGENDA

27 janvier 2013

► *Rassemblement des secrétaires de section*



L'info en continu

Pierre Moscovici, ministre de l'Économie et des Finances, 28/11/12

Grèce

« Nous avons trouvé un accord pour la Grèce, qui permet de déboursier d'ici à quelques semaines, 43,7 milliards d'euros, ce qui est nécessaire pour que ce pays puisse vivre. Ils font des efforts considérables, et ils mènent des réformes qui sont extrêmement difficiles. Ces réformes n'ont rien à voir avec ce que peut faire un pays comme la France, qui est un pays qui a des forces énormes. Nous avons mis en place un certain nombre de mécanismes. On baisse les taux d'intérêt des bailleurs de fonds à la Grèce, on fait en sorte que les banques centrales ne touchent pas des profits des titres qu'elles détiennent sur la Grèce, car on ne fait pas de profits sur le malheur des peuples. Pour le reste, il n'y a pas de mécanisme d'annulation ou d'effacement de la dette. »

Manuel Valls, ministre de l'Intérieur 27/11/12

Corse

« Tous ceux qui ne respectent pas la loi, tous ceux qui s'affranchissent des règles de la République, tous ceux qui considèrent que la Corse, cette île, est leur propriété et non pas celle des Corses et de la République doivent se savoir en danger. La France, la République, l'État et l'état de droit, ce n'est pas un état de faiblesse, c'est un État qui agit et qui fait en sorte qu'en Corse comme ailleurs l'état de droit et les règles républicaines sont respectées. »

CHIFFRE DE LA SEMAINE

1 million

C'est le nombre de tracts « *Voulu le 6 mai* » qui ont été livrés dans les fédérations à la fin de cette semaine. Cette campagne revient sur les grands engagements de François Hollande durant la campagne présidentielle : les emplois d'avenir, la priorité à l'Éducation nationale, le droit au mariage pour tous, la priorité au logement, la banque publique d'investissement.

COMMUNIQUÉS

Négociations sur le budget européen 2014-2020

Harlem Désir, Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national à l'Europe et à l'international, Estelle Grelier, Secrétaire nationale aux politiques européennes

Le Parti socialiste soutient pleinement les efforts du président de la République visant à obtenir un budget européen 2014-2020 qui respecte la PAC et qui permette de relever les défis de la solidarité, du soutien à l'innovation, à la croissance et à l'emploi en Europe. « *Le président de la République a eu raison de défendre avec la plus grande fermeté la PAC au Conseil européen de Bruxelles*, a déclaré le Parti socialiste, *la poursuite de la négociation est préférable à un mauvais budget européen pour les sept prochaines années. Pour l'avenir de l'Europe, la France ne peut accepter la multiplication des rabais nationaux et des coupes budgétaires dans toutes les politiques communes proposées par ceux qui ne cherchent qu'à affaiblir le projet européen. Deux sommets valent mieux qu'un mauvais budget.* » Le Parti socialiste invite donc les États membres à poursuivre les négociations pour parvenir à un accord qui soit à la hauteur des enjeux auxquels l'Europe doit faire face dans les prochaines années.

Nous ne laisserons pas Mittal sacrifier Florange

Harlem Désir, Premier secrétaire, Karine Berger, Secrétaire nationale à l'économie

Tout doit être fait pour donner un avenir au site sidérurgique de Florange. L'acier est un secteur stratégique et la Lorraine est un territoire d'excellence dans ce domaine. Le rapport Faure commandé par le gouvernement et publié cet été a clairement démontré que le site de Florange pris dans son ensemble est rentable. Des repreneurs sérieux et des industriels reconnus se sont faits connaître auprès du gouvernement. Il revient maintenant au groupe ArcelorMittal de prendre ses responsabilités et d'accepter la cession du site dans son intégralité, filière chaude et filière froide, afin de permettre à un repreneur d'assurer, avec l'appui du FSI, l'avenir de l'industrie sidérurgique à Florange. Si le groupe Mittal, dans une logique purement financière et aveugle vis-à-vis des salariés de Florange et du bassin d'emploi, ne prenait pas ses responsabilités, le Parti socialiste demande que toutes les options soient examinées et soutient la solution d'une prise de contrôle public temporaire de l'État afin de permettre une reprise du site de Florange.

VIE DU PARTI

Mobilisés dans le 92



Harlem Désir a apporté son soutien à Julien Landfried candidat du PS-MRC-PRG dans la 13^e circonscription des Hauts-de-Seine. À Châtenay-Malabry, samedi 24 novembre, le Premier secrétaire du PS a effectué un porte-à-porte avec le candidat à l'élection législative partielle des 9 et 16 décembre prochains et son suppléant, Denis Peschanski. Julien Landfried se présente face à Patrick Devedjian dont l'élection a été invalidée par le Conseil constitutionnel en octobre dernier.

Les socialistes à l'offensive

Calme plat. C'est dans une ambiance atone que s'est déroulée à l'Assemblée la séance de questions au gouvernement mardi 27 novembre. Séance que les députés de l'opposition ont désertée vers 16 heures, comme l'a déploré Frédéric Cuvillier « *pour des raisons internes* ». Une situation dont s'est amusé le ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Stéphane Le Foll qui, dans la défense de la PAC au niveau européen, s'est dit « *satisfait d'avoir le soutien de l'UDI, des socialistes et des autres groupes qui se multiplient en ce moment* », faisant référence à la création par François Fillon du RUMP (Rassemblement UMP). Dans le registre international, Laurent Fabius a soutenu que « *la reconnaissance de l'État palestinien était la position constante de la France depuis des années* » et en a profité pour rappeler que cette reconnaissance avait été exprimée par François Mitterrand en 1982 devant la Knesset. Les Palestiniens ont annoncé leur intention de demander jeudi

devant l'Assemblée générale de l'ONU le statut d' « *État non-membre observateur* ». « *Quand la question sera posée, la France répondra "oui"* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères sous les applaudissements de l'hémicycle. Concernant l'accord trouvé par le FMI et la zone euro pour réduire la dette de la Grèce, Pierre Moscovici a souligné le rôle de « *facilitateur* » joué par la France qui a notamment encouragé au « *rachat des titres grecs par la Grèce elle-même* ». « *C'est l'aboutissement d'un long travail qui ouvre des perspectives nouvelles à la Grèce et à l'Europe* », s'est-il félicité. Arnaud Montebourg a quant à lui défendu son projet de « *prise de contrôle public temporaire de Florange* ». Il s'est satisfait de « *l'unité nationale* » autour de ce projet qui a obtenu les faveurs de Thierry Breton, ministre de l'Économie quand Mittal a lancé son OPA sur Arcelor en 2006, de Jean-Louis Borloo, président de l'UDI et d'Henri Guaino, ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy.

REPORTAGE

« La refondation de l'école, priorité du quinquennat »

Des hordes d'adolescents porte de Versailles. Ils déferlent par vagues successives au Salon européen de l'éducation (du 22 au 25 novembre) en quête d'informations sur les formations, les métiers et les secteurs professionnels. Soudain dans les travées, un attroupement : des caméras, des photographes, des perches son. « *Attends il y a un mec important là, je veux le voir !* », interpelle un visage marbré d'acné. Le « *mec important* » en question, c'est Vincent Peillon, placide et souriant. Entouré de George Pau-Langevin, sa ministre déléguée chargée de la réussite éducative et de Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, il est venu inaugurer la 14^e édition de ce rendez-vous clef de l'orientation des jeunes. Ce salon de l'éducation, « *le premier depuis la victoire de la gauche* », comme le souligne le ministre, est l'occasion de rappeler que l'éducation est « *la priorité de ce quinquennat* ». Vincent Peillon en a profité pour annoncer que la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école serait finalement présentée fin janvier en Conseil des ministres. « *Cela peut paraître long, mais nous allons sanctuariser pour plusieurs années les moyens qui sont accordés à l'école* », a-t-il défendu. Sur la question de la réforme des rythmes scolaires avec l'instauration d'une semaine de quatre jours et demi, le ministre a assuré qu'elle était « *engagée pour 2013* », mais qu'elle sera « *étalée sur deux ans* ».

En outre, Vincent Peillon a confirmé la création d'un fonds de 250 millions d'euros pour aider des communes qui franchiront le pas en 2013, comme l'avait annoncé précédemment le président de la République. « *Le fonds d'amorçage doit aider en priorité les communes rurales et en difficulté* », a insisté le ministre.

Autre déclaration de la journée : Vincent Peillon et Benoît Hamon, ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire, ont annoncé que l'économie sociale et solidaire (ESS) pourrait bientôt être enseignée dans les écoles, collèges et lycées. Ce secteur, qui représente 10 % de l'emploi en France, devrait « *renouveler dans les huit à dix prochaines années près de 600 000 emplois* », selon Roland Berthilier, président de l'Association de l'économie sociale partenaire de l'école de la République.



Éducation

Les mesures déjà mises en œuvre et celles à venir :

- 1 000 professeurs des écoles recrutés dès la rentrée 2012
- 100 conseillers principaux d'éducation et 280 professeurs pour le second degré
- 2 000 assistants d'éducation et 500 assistants de prévention et de sécurité
- 1 500 auxiliaires de vie scolaires individuels supplémentaires
- 12 000 personnes recrutées dans l'éducation
- revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire de 25 %
- relance d'une véritable formation professionnelle des nouveaux enseignants



Michel Sapin, ministre du Travail, 26/11/12

Chiffres

« *Les chiffres du chômage continueront à être mauvais. Cela continuera pendant plusieurs mois. La machine à faire du chômage est lancée depuis 17 mois. Cela ne date pas d'il y a six mois. Quand cette machine à faire du chômage est lancée, pour la ralentir, il faut du temps. Pour l'inverser il faut du temps. Nous allons l'inverser. Il faut faire de cette machine à créer du chômage, une machine à créer de l'emploi.* »

Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, 26/11/12

Social

« *Mittal ce n'est pas Merlin l'enchanteur. Les choses doivent être claires : s'il devait y avoir de la part de Mittal une volonté de sacrifier la France et de sacrifier les hauts fourneaux et les salariés français pour maintenir les cours boursiers hauts, nous ne pourrions pas l'accepter, il faudra tout faire pour éviter ce désastre social.* »

Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes, porte-parole du gouvernement, 27/11/12

Violences

« *Les violences faites aux femmes, plus qu'une succession de faits divers, sont un fait social. Il nous faut le prendre comme tel si nous voulons l'appréhender et mieux lutter contre. Cela passe par un véritable sursaut collectif. Il viendra d'abord de l'État et des pouvoirs publics, c'est pour cela que le président de la République a annoncé un grand plan de protection des femmes victimes de violence. Certaines de ces mesures annoncées trouveront leur place dans la loi-cadre sur l'égalité entre les hommes et les femmes qui vous sera présentée ici au premier semestre 2013.* »



PS

Voulu le 6 Mai

150 000 emplois d'avenir pour les jeunes. C'est parti!

Ils sont ouverts aux jeunes de 16 à 25 ans, en particulier ceux qui sont sans formation. Trouver un travail est la priorité des jeunes aujourd'hui. Pour les socialistes l'emploi de la jeunesse est une priorité absolue.



PS

Voulu le 6 Mai

150 000 emplois d'avenir pour les jeunes. C'est parti!

Ils sont ouverts aux jeunes de 16 à 25 ans, en particulier ceux qui sont sans formation. Trouver un travail est la priorité des jeunes aujourd'hui. Pour les socialistes l'emploi de la jeunesse est une priorité absolue.



PS

Voulu le 6 Mai

150 000 emplois d'avenir pour les jeunes. C'est parti!

Ils sont ouverts aux jeunes de 16 à 25 ans, en particulier ceux qui sont sans formation. Trouver un travail est la priorité des jeunes aujourd'hui. Pour les socialistes l'emploi de la jeunesse est une priorité absolue.



PS

Voulu le 6 Mai

La priorité à l'Éducation Nationale.

Dès 2012, la refondation de l'école de la République avec le recrutement et la formation d'enseignants.

On le fait!



PS

Voulu le 6 Mai

La priorité au logement. La construction de 150 000 logements sociaux par an.

On le fait!



Voulu le 6 Mai

La Banque Publique d'Investissement pour soutenir les PME et l'emploi.

On le fait!



PS

Voulu le 6 Mai

Le droit au mariage pour tous

Oui